

Article Larousse

Ahmed Ben Bella

Ahmed Ben Bella

Homme d'État algérien (Maghnia, Oranie, 1916).

Cet article fait partie du DOSSIER consacré à la **décolonisation**.

Le fondateur du FLN

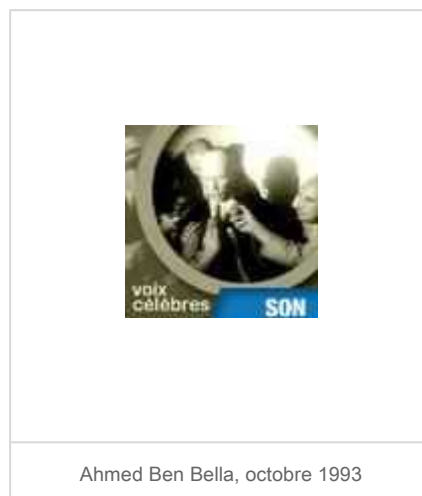
Le soldat, le militant

Fils de petits paysans marocains ayant émigré près de la frontière algéro-marocaine, Ahmed Ben Bella fait ses études secondaires à Tlemcen, où il découvre les réalités de la colonisation. À dix-sept ans, il adhère au parti du Peuple algérien (PPA). En 1940, appelé à faire son service militaire, il devient sergent du 141^e régiment d'infanterie alpine à Marseille (féru de football depuis son enfance, il effectue d'ailleurs un bref passage à l'Olympique de Marseille) et obtient la croix de guerre pour avoir abattu un stuka dans le port de la ville. Démobilisé, il est rappelé en 1943 après l'occupation de l'Afrique du Nord par les Alliés. Affecté au 5^e régiment de tirailleurs marocains avec le grade de sergent-chef, puis d'adjudant, Ben Bella se distingue par sa conduite héroïque et sa détermination dans la lutte contre le fascisme : lors de la bataille de Cassino, il sauve la vie de son capitaine, Offel de Villaucourt. Quatre fois cité pour son comportement au feu, l'adjudant Ben Bella se voit remettre la Médaille militaire par le **général de Gaulle** en personne lors d'une prise d'armes en 1944, peu après la libération de Rome.

Le 8 mai 1945, jour de la capitulation de l'Allemagne nazie, des manifestations en faveur de l'indépendance tournent à l'émeute à Sétif et à Guelma, dans le Constantinois. Dans les jours suivants, plusieurs dizaines de milliers d'émeutiers massacrent une centaine d'Européens. La répression menée par l'armée française est féroce : l'Administration admet un bilan de 1 500 morts parmi la population arabe, mais peut-être y en eut-il quatre à cinq fois plus. Ben Bella réalise alors que la participation des colonies à la lutte contre le **nazisme** aux côtés de la métropole ne conduit aucunement à l'émancipation de celles-ci. Il rentre en Algérie et s'engage alors dans le mouvement nationaliste. Jusqu'en 1947, il reste un modeste dirigeant local du PPA. Élu en 1946 au conseil municipal de Maghnia, il obtient que les élus algériens puissent participer aux affaires de la commune. Responsable du ravitaillement, il se montre très attentif aux demandes de ses concitoyens et très efficace, ce qui lui permet de diffuser les idées du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), qui remplace le PPA en 1946.

Le chef de l'OS et du FLN (1947-1956)

Ses activités politiques commencent dès alors à inquiéter les autorités françaises ; l'année suivante, il rejoint Alger et entre en clandestinité. Il contribue à la fondation de l'Organisation spéciale (OS), une nouvelle structure constituée dans le cadre du MTLD par des militants déterminés à l'action illégale. Ben Bella obtient la direction du mouvement pour l'Oranie. En 1949, Hocine Aït Ahmed, fondateur de l'OS, le charge de préparer le hold-up de la poste d'Oran pour renflouer les caisses de l'organisation. En mars de l'année suivante, Ben Bella est arrêté à Alger et condamné à huit années de détention. L'OS est démantelée.



Deux ans après, il s'évade de la prison de Blida et parvient à gagner Le Caire via la France et la Suisse. Là, il reconstitue l'OS avec le concours du colonel **Nasser**. Or, le MTLD est au même moment en proie à la division : les militants d'Alger rompent avec le vieux dirigeant nationaliste **Messali Hadj**, exilé en France. Au Caire, les membres de l'OS sont exaspérés par ces querelles et décident de passer à l'action directe. La défaite de l'armée française à Diên Biên Phu (→ **bataille de Diên Biên Phu, novembre 1953-mai 1954**) et l'annonce de l'autonomie interne accordée à la Tunisie ne font que les renforcer dans leur détermination.

Pour en savoir plus, voir l'article [histoire de la Tunisie](#).

C'est ainsi que Ben Bella se retrouve parmi les neuf chefs historiques du Comité révolutionnaire d'union et d'action (CRUA) qui prépare le soulèvement du 1^{er} novembre 1954. Une petite armée clandestine, dite de « libération nationale » (ALN) est mise sur pied. Responsable de la logistique du mouvement, Ben Bella voyage beaucoup entre l'Égypte et le Maroc, alors en pleine effervescence, l'Italie et l'Espagne. Il échappe de peu à des attentats organisés par les services secrets français (une bombe est déposée dans son bureau du Caire ; un agent des services secrets tente de l'abattre dans le hall d'un hôtel) et gagne une réputation de « baraka ». Lors de l'insurrection, le jour de la Toussaint 1954, Ben Bella est à l'étranger, mais il apparaît désormais comme le chef du **Front de libération nationale (FLN)** fondé par l'OS. Le manifeste du FLN, diffusé ce même jour, passe relativement inaperçu, mais, l'année suivante, c'est Ben Bella qui mène les pourparlers avec le gouvernement français pour faire cesser les combats. C'est encore lui qui apparaît lors du ralliement public de **Ferhat Abbas** au FLN.

Pour en savoir plus, voir les articles [Front de libération nationale \(FLN\)](#), [guerre d'Algérie](#).

Les années de captivité en France (1956-1962)

L'année 1956 est marquée par l'intensification de la guerre en Algérie. Le FLN renforce ses activités militaires et politiques, les attentats se multiplient alors que le gouvernement français rappelle le contingent de 1953. Le 22 octobre, l'avion d'Air Atlas conduisant Ben Bella, Khider, **Mohamed Boudiaf** et Aït Ahmed de Rabat à Tunis est contraint de se poser à Alger à la demande des autorités françaises d'Algérie. Placé devant le fait accompli, le gouvernement français ne désavoue pas l'opération. Le rapt de l'« avion de Ben Bella » et l'échec, la même année, de l'intervention franco-britannique à Suez semblent disqualifier les autorités françaises face à la population algérienne. Néanmoins, Ben Bella et ses compagnons vont passer six années de captivité en France, à la prison de la Santé, sur l'île d'Aix puis au château de Turquant. Le prestige personnel du prisonnier Ben Bella ne cesse alors de croître. En 1958, il est désigné comme vice-président du premier **Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA)**. Sa personnalité pèse sur toutes les négociations, au point que le général de Gaulle, lors d'une conférence de presse tenue en 1961, évoque le leader du FLN sans qu'aucune question ne lui ait été posée à son sujet (« Quelqu'un, je crois, m'a demandé des nouvelles de Ben Bella... »).

Le chef de l'État algérien

Le conflit de l'été 1962 et la prise de pouvoir

Mars 1962 : les **accords d'Évian** mettant fin à la guerre d'Algérie sont signés. Ben Bella et ses trois codétenus sont aussitôt libérés et rentrent en Algérie. Au cours de l'été, une crise grave secoue le FLN : le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) adopte à Tripoli le programme que Ben Bella a préparé avec ses compagnons de captivité. Élu au bureau politique du FLN, Ben Bella remet en question la légitimité du GPRA, dont les membres ne sont pas représentés au bureau politique, notamment **Belkacem Krim** (le négociateur des accords d'Évian), Boudiaf et **Youssef Ben Khedda**, qui a succédé à **Ferhat Abbas** à la présidence du GPRA. Grâce à l'appui de l'Armée de libération nationale, Ben Bella fait finalement triompher le bureau politique.

Le 10 septembre, il entre à Alger, porté par les blindés du général **Houari Boumediene**, pendant que l'ALN prend le contrôle du pays. Le 27 septembre, il constitue le **premier gouvernement de l'Algérie indépendante**. Un an plus tard, il donne une Constitution au pays : il la présente lui-même aux cadres du FLN dans un cinéma d'Alger, en dehors de toute participation de l'Assemblée. La Constitution consacre la

primauté du FLN sur une Assemblée soumise, réduite au rôle de chambre d'enregistrement des décisions, et désigne le secrétaire général du FLN comme candidat unique à la présidence de la République. Le président, à la fois chef de l'État et chef du gouvernement, nomme les ministres, commande l'armée, promulgue les lois, définit et dirige la politique de l'État. En outre, il peut utiliser l'article 59 permettant de prendre des « mesures exceptionnelles ». Le nouveau président ne se privera pas d'en faire usage. Pour protester contre ce qu'il appelle un « monocratisme partisan », F. Abbas démissionne alors de son poste de président de l'Assemblée constituante. Ben Bella installe des hommes sûrs à tous les postes de commande du FLN, auquel la Constitution reconnaît le rôle de « parti unique d'avant-garde », et nomme Boumediène à la vice-présidence du Conseil.

Le socialisme algérien

Ben Bella, soucieux de donner un contenu idéologique au nouveau pouvoir, préconise l'édification d'un « socialisme algérien », dont il a défini les principes dès la période de captivité et qui constituent l'essentiel du programme de Tripoli. La révolution algérienne rejette officiellement le **marxisme** et le modèle communiste, mais place l'**autogestion** à l'ordre du jour et s'intéresse principalement aux campagnes. En effet, le chef de l'État algérien, lui-même issu du monde paysan, se méfie des citadins, des ouvriers et de leurs revendications et tourne plus volontiers ses regards vers la campagne. En mars 1963, le gouvernement procède à la **nationalisation des grandes propriétés foncières** tant attendue par les paysans algériens. Quelques mois plus tard, au congrès des **fellahs**, il annonce la limitation de la propriété privée et la socialisation des terres. Les petits propriétaires sont sommés de se regrouper dans des coopératives, au sein d'« unités agricoles autogérées ». L'ensemble devant être coordonné par un Office national de la réforme agraire (ONRA), créé la même année, mais dont la gestion très bureaucratique ne parviendra pas à animer le secteur autogéré.

Le régime procède en outre à l'« **algérianisation** » des cadres et à la **nationalisation** des moyens de production. Dans le secteur industriel et commercial, les entreprises « vacantes » et certaines usines appartenant à des sociétés françaises sont confiées à l'autogestion.

Sur le plan de la politique extérieure, Ben Bella marque sa préférence en rendant visite à **Fidel Castro** (octobre 1962), juste après un voyage aux États-Unis, au cours duquel il s'entretient avec le président **John Fitzgerald Kennedy**. Le président algérien entend toutefois conserver de bonnes relations avec la France, à laquelle il donne des garanties concernant l'approvisionnement en pétrole. Il développe des relations économiques avec l'**URSS** et les pays socialistes, dans un premier temps, puis avec les États capitalistes. La solidarité de l'Algérie avec le monde arabe et le continent africain se traduit par le soutien apporté au peuple palestinien contre l'État d'Israël et par les relations étroites nouées avec l'Égypte de **Nasser**, pour lequel le président algérien conçoit estime et admiration. Officiellement, l'Algérie pratique le non-alignement et soutient les mouvements de libération nationale en Angola et en Afrique du Sud. Cependant, les relations avec ses voisins les plus proches, Maroc et Tunisie, seront beaucoup moins amicales.

Les difficultés du régime

À peine élu, Ben Bella doit faire face à l'**insurrection de la Kabylie** et à un conflit de frontière avec le Maroc. Lors du congrès du FLN, à Alger, en avril 1964, il se fait élire secrétaire général du parti par acclamation et fait voter une résolution confirmant les objectifs du président : lutte contre l'impérialisme et le sionisme, socialisation de l'économie, arabisation de l'enseignement et algérianisation de l'Administration.

Cependant, l'opposition se reconstitue : Khider, Boudiaf, Abbas et Aït Ahmed, qui anime le Front des forces socialistes (FFS) dissident du FLN, encouragent la guérilla qui se poursuit en Kabylie. Ben Bella doit également faire face, dans le Sud, à la rébellion du colonel Chaabani. L'armée, qui semble être alors la seule force cohérente du pays, intervient, et le mouvement insurrectionnel est maté (Aït Ahmed est arrêté en octobre 1964, Chaabani est exécuté). Pour asseoir définitivement son autorité vis-à-vis de l'extérieur, Ben Bella convie l'ensemble des nations d'Afrique et d'Asie à tenir à Alger une conférence célébrant le dixième anniversaire de la **conférence de Bandung**.

Pour en savoir plus, voir l'article **les Kabylies**.

Les années de prison et d'exil (1965-1990)

Le putsch de juin 1965

Au cours des années qui ont suivi l'indépendance, la situation économique de l'Algérie s'est largement détériorée : le départ de 800 000 Français a désorganisé l'économie. L'abandon des exploitations en dépit d'un fort chômage rural, le mauvais entretien du matériel ainsi que l'afflux de paysans dans les villes entraînent une forte baisse de la production. L'autogestion imposée par le nouveau régime aux entreprises industrielles n'aboutit pas à de meilleurs résultats. Dans les villes comme dans le bled, le chômage et le sous-emploi sévissent (plus de deux millions et demi de chômeurs en 1964, sur une population totale de 11 millions de personnes).

Pourtant, la légitimité du pouvoir ne semble pas remise en question. Le président s'offre même le luxe de gracier ses principaux opposants à la veille de la conférence internationale d'Alger. Ben Bella souhaite alors limiter les pouvoirs de l'état-major militaire et écarter le général **Houari Boumediene**. Mais, dans la nuit du 18 au 19 juin 1965, Boumediene prend le président de vitesse et s'empare d'Alger. Arrêté en pleine nuit, transporté dans une cave du ministère de la Défense, Ben Bella s'attend à être exécuté.

Tenu au secret absolu durant huit mois, il est finalement transféré au château Holden, dans la Mitidja, où il demeure cloîtré pendant douze ans sous la surveillance des caméras et des micros de la sécurité militaire. En 1971, sa jeune femme Zohra le rejoint en captivité, ainsi que les deux petites filles que le couple a décidé d'adopter. La mort de Boumediene, en 1978, permet à la famille Ben Bella d'obtenir son transfert en résidence surveillée à Msila, dans le sud du pays.

Le militant des droits de l'homme

Le président **Chadli** le libère le 30 octobre 1980, et lui alloue un an plus tard une pension de 12 000 dinars mensuels (environ 4 000 francs) ainsi qu'une villa à Alger-Bologhine. Ben Bella effectue un pèlerinage à La Mecque ainsi qu'un voyage aux États-Unis, dans les réserves indiennes. En effet, il se passionne pour le sort de ces populations. Il décide alors de ne pas rentrer en Algérie et se consacre à la défense de grandes causes. On le voit défiler pour le syndicat polonais **Solidarność**, pour la cause afghane ainsi qu'aux côtés d'Amnesty International. En 1981, il devient président de la Commission islamique internationale des droits de l'homme et milite pour la reconnaissance des droits des peuples amérindiens. L'année suivante, il crée le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), qui sera l'un des deux mouvements exilés avec le Front des forces socialistes d'Aït Ahmed, et multiplie les articles très critiques sur la situation du pays. En septembre 1990, il décide de rentrer d'exil.

Retour en Algérie (depuis 1990)

De retour en Algérie, il ne ménage pas ses critiques à l'encontre du pouvoir militaire, sans toutefois perdre de vue les problèmes internationaux : il se prononce pour la levée des embargos contre l'Iraq et Cuba. En 1990, Ben Bella donne des consignes d'abstention pour les élections municipales, premières élections libres depuis l'indépendance, à l'issue desquelles le **Front islamique du salut (FIS)** dirige 54 % des municipalités. À partir de 1992, il tente de proposer des solutions politiques pour régler le problème de la guerre civile qui déchire le pays depuis l'annulation, avant le second tour, des premières élections législatives libres, qui devaient donner une majorité au FIS. Ainsi, en janvier 1995, il signe la plate-forme politique de Rome dans laquelle les principaux partis algériens, dont le FIS, lancent au pouvoir algérien un appel à la conciliation. Après avoir passé vingt-trois années de sa vie en prison, Ahmed Ben Bella se veut toujours un homme d'action engagé.

Pour en savoir plus, voir l'article [histoire de l'Algérie](#).